

Déclaration des services du FMI au terme d'une visite au Burundi

FMI, le 30 septembre 2022. L'économie du Burundi reste résiliente, bien que confrontée aux défis globaux liés à la guerre en Ukraine. Une croissance positive du PIB est projetée pour 2022 et au-delà. Les pressions inflationnistes restent élevées suite à la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques.

Le déficit du compte courant est projeté de se creuser en 2022, principalement en raison de la hausse de la facture des importations de carburant et des biens de consommation et d'équipement. Les réserves de change se sont amenuisées. Selon les estimations, le déficit des finances publiques s'est accru en 2021-22, sous l'effet d'augmentations des dépenses courantes (en particulier celle des transferts) et d'une mauvaise tenue de la mobilisation des recettes, soutenue par les récentes mesures en la matière. Bujumbura, le 30 septembre 2022. Une équipe du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par Madame Mame Astou Diouf, cheffe de mission pour le Burundi, s'est rendue au Burundi du 26 au 30 septembre 2022 pour discuter des récentes évolutions de la situation macroéconomique et les dernières mesures de politiques macroéconomiques prises, ainsi que pour s'entretenir avec les nouveaux dirigeants du Ministère des Finances, du Budget et de la Planification économique et ceux de la Banque Centrale (Banque de la République du Burundi). Au terme de la mission, Mme Diouf a fait la déclaration suivante : « Les services du FMI ont mené des échanges fructueux avec les autorités sur l'évolution de la situation macroéconomique, les actions récemment menées en matière de politique macroéconomique, notamment les avenues pour faire face aux pénuries persistantes de produits pétroliers et à la hausse du prix des denrées alimentaires. « L'économie du Burundi reste résiliente malgré les défis provenant des effets de la guerre en Ukraine. La hausse des prix des produits de base (denrées alimentaires et produits pétroliers) a accru l'inflation (19,6 % à fin août 2022), tout en augmentant la vulnérabilité de la position extérieure du pays. Les réserves de change ont diminué de 1,6 mois d'importations à fin juillet 2022 contre 2,2 mois à fin 2021, car l'augmentation de la facture des importations n'a pas été compensée par des entrées de capitaux conséquents. Des pénuries de carburant persistent, et ce en dépit d'une hausse des quantités importées de produits pétroliers. L'activité économique continue néanmoins de se remettre du choc de la COVID-19, la production agricole étant soutenue par les efforts du gouvernement à améliorer l'accès aux engrais et aux semences de meilleure qualité aux agriculteurs, alors que les projets d'investissement public stimulent les activités du secteur secondaire et que le secteur des services bénéficie de l'assouplissement des restrictions de voyage. « À moyen terme, la croissance du PIB devrait se consolider lorsque les effets de la pandémie s'atténueront et que les projets d'investissement et les réformes en cours commenceront à produire les effets attendus. Un financement extérieur plus important résultant de l'engagement du Burundi auprès de la communauté internationale soutiendrait la croissance du PIB. Néanmoins, de larges risques pèsent sur ces perspectives, notamment en raison des incertitudes concernant la guerre en Ukraine et la fin de la pandémie. « La politique monétaire accommodante a soutenu l'économie durant les chocs extérieurs. Cependant, la prudence devrait être de mise car l'inflation reste élevée et les pressions inflationnistes dues à la guerre en Ukraine sont persistantes. « Les défis pesant sur la viabilité extérieure se sont creusés et le déficit du compte courant devrait augmenter pour atteindre 14,9 % du PIB en 2022, principalement en raison de la hausse des importations de carburant et des biens de consommation et d'équipement. Le déficit du compte courant, en l'absence d'investissements directs étrangers ou autres apports extérieurs, continuerait à exercer une pression sur les réserves de change. « Le déficit budgétaire s'est accru à 4,1 % du PIB en 2021-22 (contre 7,8 % en 2020-21), grâce à une réduction des dépenses courantes (en particulier des transferts) et à une forte mobilisation des recettes, notamment des impôts sur le revenu, soutenue par les récentes mesures de recettes. L'exécution de l'investissement public s'est accrue et les finances publiques ont été en grande partie protégées des effets du choc sur les denrées de base. Les autorités ont assuré une atténuation de la hausse des prix mondiaux sur les prix locaux, y compris pour les prix de détail, limitant ainsi les subventions. Néanmoins, le gouvernement a abandonné certaines taxes sur les produits pétroliers, ce qui a entraîné une baisse des revenus fiscaux tirés de ces produits. « L'investissement public devrait encore augmenter en 2022-23 et à moyen terme, entraînant un déficit budgétaire plus important en 2022-23. La forte contribution des donateurs, ainsi que les mesures fiscales récentes et les plans de réforme visant à améliorer la gestion des finances publiques et l'efficacité des dépenses, devraient contribuer à contenir le déficit budgétaire à moyen terme. « Les autorités ont mis en œuvre plusieurs mesures pour contenir les effets négatifs de la guerre en Ukraine. Au premier semestre de 2022, elles ont utilisé une partie de leur allocation de DTS (57 millions de DTS) pour alléger les restrictions à l'importation liées à la disponibilité limitée des devises. Elles ont commencé à intervenir dans le secteur des carburants avec des importations directes de carburants pour contourner les goulots d'étranglement des importations de carburants et ont levé les restrictions à l'importation de maïs, de graines, de farine, de sucre et de ciment pour atténuer les pénuries sur le marché domestique. Cependant, les effets indésirables de ces dispositions pourraient nécessiter des mesures d'atténuation. « À l'avenir, le Burundi devrait continuer de s'efforcer de trouver l'équilibre entre le besoin de financer les dépenses sociales et de développement prioritaires, et la nécessité de préserver la stabilité macroéconomique, tout en s'attaquant aux facteurs de vulnérabilité liés à la dette et à la faiblesse de sa position extérieure. Un recalibrage pluridimensionnel de ses politiques publiques est essentiel, notamment i) la lutte contre les pressions inflationnistes avec un recalibrage prudent de l'orientation accommodante actuelle de la politique monétaire; ii) un assainissement des finances publiques axé sur la consolidation des recettes et une politique d'emprunt prudente pour réduire les vulnérabilités liées à la dette tout en créant un espace budgétaire pour financer les dépenses sociales et de développement; et iii) un recalibrage de la politique de taux de change et une modernisation du cadre de politique monétaire, tout en tenant compte des vulnérabilités du secteur financier au risque de change. Une mise en œuvre accélérée des réformes visant à atténuer les obstacles à la croissance inclusive, notamment en améliorant la compétitivité et en renforçant davantage le cadre de gouvernance, sera essentielle. « Le FMI reste déterminé à continuer de travailler avec les autorités burundaises pour un avenir plus prospère, notamment par un programme soutenu par le FMI

dont la requête a été faite par les autorités au terme de cette visite de courtoisie, ainsi que par les consultations relatives à la surveillance macroéconomique et les activités de renforcement de capacités. « La mission a été réalisée en audience par S.E. M. Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi ; S. E. CPC. Gervais Ndirakobuca, Premier Ministre ; une délégation de parlementaires de l'Assemblée Nationale ; S.E. M. Audace Niyonzima, Ministre des Finances, du Budget et de la Planification économique (MFBPE) ; S.E. M. Ibrahim Uwizeye, Ministre de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines ; M. Dieudonné Murengeantwari, Gouverneur de la Banque de la République du Burundi (BRB) ; M. Désiré Musharitse, Premier Vice-Gouverneur de la BRB ; Mme Francine Inarukundo, Secrétaire Permanent du MFBPE. La mission est également entretenue avec d'autres hauts responsables du gouvernement et de la BRB, des représentants des banques commerciales, du secteur privé, des organisations non-gouvernementales et de la communauté des bailleurs de fonds. « La mission saisit cette occasion pour remercier vivement les autorités burundaises pour leur hospitalité, ainsi que pour leur coopération et des échanges fructueux et ouverts. »